Session 6
Et si on numérisait le contrat social

La politisation de la question technologique, condition d'un nouveau contrat social
Diana Filipova
OuiShare

Que le numérique et la technologie ébranlent chaque jour les structures des sociétés occidentales, que les institutions héritées du siècle passé soient impuissantes face au creusement du fossé entre les couches sociales, que l'affaiblissement de la classe moyenne écorne les fondements de notre contrat social, rien de ceci n'est nouveau.

Le diagnostic est évident, les remèdes moins. Pour cause, les conséquences d'une transformation technologique et économique complexe, rapide, aux contours insaisissables. À l'origine d'une création de valeur sans précédent, elles font vaciller les institutions et solidarités que le XXe siècle a placées au cœur du contrat social, autrefois appelé État Providence : plein emploi, acceptation de la subordination au nom de la sécurité, confiance dans les institutions. À une relative stabilité, succède une reconfiguration des rapports de production : les emplois qualifiés sont massivement détruits par l'automatisation et la montée en puissance des plateformes, la création de valeur se loge de plus en plus hors emploi, l'économie de la multitude fragilise les positions établies, les compétences deviennent vite obsolètes.

Face à un système en crise jusque dans ses structures les plus profondes, les objectifs d'un nouveau contrat social font consensus : des institutions tout à la fois motrices de l'innovation et vecteurs d'une solidarité inclusive, à même de lutter contre la montée des inégalités et le repli sur soi. Suffirait-il alors de « numériser » le contrat social ? Pas le moins du monde.

L'idée qu'il suffit d'introduire une dose de numérique dans le contrat existant sans toucher à ses fondements est erronée et dangereuse. Elle conduit à lester la technologie et l'entrepreneuriat de missions qu'ils ne sont pas en mesure de conduire seuls : création d'emplois, adaptation des acteurs traditionnels, croissance, redistribution de la valeur, création de nouveaux modèles socio-économiques, inclusion sociale. Ces missions, que les gouvernants ne sont plus capables de mener à bien, ne trouveront pas une solution magique à coup de baguette numérique. Elles requièrent au contraire la construction d'une vision politique totale qui ne se réduise pas à une fétichisation de la technologie et de la figure de l'entrepreneur.

De cela, on est encore loin. Les politiques mises en œuvre aujourd'hui, par la gauche comme par la droite restent sourdes aux propositions véhiculées tant par le monde de l'innovation que par les penseurs du numérique. Pis, elles renforcent la méfiance endémique qu'éprouvent les élites et une grande partie de la population face à la technologie et la transformation des usages. Pensons à la loi El Khomri, qui passe entièrement à côté de la montée des nouvelles formes de travail plus moins précaires, ou encore au procès de Heetch, qui n'a d'autre but que de cajoler le lobby des taxis, pensons aussi à l'utilisation des start-ups comme faire-valoir dans la course infernale au pouvoir au sein d'un paysage politique fragmenté et hystérique. Du côté de nos institutions, le bilan n'est guère plus encourageant : qu'il s'agisse de la réforme de la protection sociale, la modernisation des structures de l'État, l'expérimentation de politiques radicales comme le revenu universel, toutes ces propositions restent à ce jour lettre morte.

L'échec à mettre sur pieds un *New Deal* est dû à une triple erreur. La première, de loin la plus importante, est le refus de considérer que le contrat social n'est pas une mesure technocratique mais un projet politique, il suffit pour s'en convaincre de refaire un tour en compagnie de Rousseau. La question technologique est de ce point de vue tout aussi politique que la question sociale. Or, depuis que le thatcherisme a ouvert la voie à des politiques qui n'ont cessé de gagné tous les terrains idéologiques, la lecture du contrat social demeure strictement individualiste et économiciste, refusant de rétablir la primauté de la vision sur l'obsession de l'efficacité et de la compétitivité.

La politisation des questions technologiques et sociales est au coeur à mon sens d'un contrat social inclusif, garant des libertés individuelles et collectives ainsi que de la justice sociale. Le #Brexit et le dernier argument massue en faveur de l'urgence de cette entreprise. J'y vois une démarche politique qui s'appuierait sur quatre piliers.

D'abord, un préalable : le numérique n'est pas un secteur et la technologie n'est pas neutre. Toutes deux expriment des valeurs, une vision de le devenir de nos sociétés. Ainsi, la mise en place de structures et d'organisations qui intègrent en leur sein les objectifs d'inclusion, d'éthique et de progrès social sont indispensables pour mettre fin à une transformation à deux vitesses. Des plateformes à l'instar de la Ruche Qui Dit Oui ou encore des entreprises labellisées B Corp montrent la voie : les objectifs sociaux y sont tout aussi importants que l'efficience, sinon plus.

En second lieu, la mise en place d'une organisation du travail adaptée aux mutations en cours doit être au coeur de la refonte du contrat social. Qu'il s'agisse des mesures les plus urgentes, comma la décorrélation entre sécurité et salariat (objectif du Compte Personnel d'Activité) aux plus radicales à l'instar du revenu universel (bientôt testé en Irlande, aux Etats-Unis et au Danemark), le devenir du travail est le déterminant principal du monde de demain.

Enfin, et c'est sans doute le plus vaste chantier, la transformation radicale de l'action publique, des institutions démocratiques et de la place de la société civile sont une condition fondamentale du réencastrement du nouveau contrat social dans la souveraineté du peuple. En dépit d'un succès variable, les mouvements comme les Indignés ou Occupy, sans oublier les projets de *Civic Tech* qui ont introduit un souffle nouveau sur la campagne de 2017, suggèrent que sans le peuple, l'action politique est vaine et vide. Et si on l'oublie, les tensions aujourd'hui larvées risquent de déboucher sur des conflits où seule règne la violence.